

L'agression a été commise le 18 octobre. Cette annonce fera date dans l'histoire de l'AFPA, la date de l'infamie. 1 541 postes sont supprimés et 451 modifiés. Les licenciements économiques seraient de l'ordre de 2 000. L'AFPA a choisi la stratégie de l'agression : s'attaquer physiquement et psychologiquement aux salariés pour s'imposer.

Sans âme, la direction continue de sacrifier la qualité des services de l'AFPA et promet de nouvelles pressions sur les salariés. Mais la résistance s'organise, condamnant ce plan à l'échec !

Après l'agression de l'AFPA, la résistance s'organise !

L'agression de l'AFPA

Une semaine après le coup, la blessure est toujours aussi vive. L'AFPA vient d'être agressée.

2 000 licenciements sont programmés... Une effraction dans le corps physique et psychique de notre institution de service public !

L'Etat a choisi délibérément de faire mal. Il faut punir physiquement et psychiquement. Il faut que tous les salariés, ceux qui doivent partir et ceux qui doivent rester soient terrorisés pour longtemps.

Il y a une volonté de faire mal, de punir, de faire peur et de montrer que l'Etat macronien ne craint rien ni personne.

Comment comprendre que 1 172 pages détaillent avec un luxe de précisions les postes supprimés et modifiés ? Comment les salariés peuvent-ils recevoir ce pavé monstrueux ? La direction organise sciemment l'absence de sens.

Les salariés sont bêtifiés : les 1 172 pages du document n'expliquent rien. Votre poste est supprimé au nom de la rentabilité. Un point, c'est tout. Circulez.

Pour chaque région, le document présente des données économiques, l'offre de l'AFPA et son EBE insuffisante, puis l'affirmation de la nécessité d'une réorganisation au nom de la sauvegarde de la rentabilité. Aucune analyse. Au niveau national, aucune analyse non plus, le même vide. Quelle AFPA doit ressortir de ce chaos ? Rien ! La direction a choisi d'aveugler les salariés et les représentants du personnel.

Comme le prouvent également les rassemblements de personnel organisés par les directions de centre : la vérité y est cachée et la direction prend sciemment les salariés pour des imbéciles. Le but de ces réunions d'information est de priver les salariés de tout repère, de briser les collectifs et de créer le chaos.

Et dans le même temps, des directeurs de centre informent des salariés de la suppression de leur poste et leur enjoignent de chercher un travail ailleurs !

Les communiqués de presse de l'AFPA, et la lettre envoyée aux stagiaires pour les rassurer (inquiéter), font état du montant des pertes cumulées (730 Millions €) en le présentant comme monstrueux. C'est encore la même stratégie de sidération qui est employée, sans aucune analyse... Alors que la plupart de ces pertes sont dues aux erreurs et aux décisions de l'Etat !

Cette agression est le premier acte d'une stratégie de destruction de l'AFPA et au-delà du service public de l'emploi et de la formation professionnelle. La réorganisation de l'AFPA a comme objectifs la déqualification du personnel et le démantèlement de l'appareil de formation (près de la moitié des licenciements concernent les formateurs), dans une recherche obsessionnelle de la rentabilité qui ne peut conduire qu'à la faillite totale.

La résistance s'organise

Les forces à l'interne et à l'externe sont nombreuses ! Leur plan ne peut qu'échouer ! Leur laisser l'AFPA ? Jamais ! L'AFPA, bien commun, appartient à la Nation, à ses salariés et aux stagiaires !

La force de la mission de service public !

Un préalable : chaque salarié doit être convaincu contre tous discours hiérarchiques que l'AFPA n'est pas coupable dans ce procès de la rentabilité qui lui est fait où les responsabilités politiques ne sont jamais explorées !

Le travail des salariés de l'AFPA est de rendre un service public aux stagiaires, un des plus nécessaires qui soit, celui de la formation, non de dégager des bénéfices pour l'Etat ou les fonds de pension !

Au-delà de l'AFPA, c'est aussi le sort des salariés de tous les EPIC qui est en jeu ! L'Etat peut-il se débarrasser de ces agents comme des prétendus déchets ?

La force tirée de l'injustice qui est faite aux salariés !

Pourquoi est-ce systématiquement aux salariés que l'Etat et la direction font payer l'addition ?

Où et à quel moment les salariés de l'AFPA ont-ils failli ? Depuis 10 ans, ils subissent non remplacement des départs, gel des salaires, mobilités forcées, RPS et suicides !

En défendant leur outil de travail et la qualité de leur travail, les salariés sont dans leurs droits !

La faiblesse de leur pensée !

La direction ne pense pas, elle calcule !

Plus que jamais l'AFPA continue d'élaborer ces projets sans prendre en considération

le travail réel. Comme les plans Boissier, Cailla, Barou, ce plan ne peut qu'échouer car il est déconnecté des réalités économiques et sociales du terrain.

Les salariés connaissent les moyens de mieux travailler et de développer un système de formation de qualité. Comment pourraient-ils s'impliquer dans une formation low cost !

L'avenir de l'AFPA se construira avec les salariés et non contre eux.

La force du combat !

Moins d'une semaine après le coup, l'incompréhension et la colère s'expriment. En région Centre, Bourgogne Franche Comté, dans les Hauts de France, les élus interpellent le gouvernement sur l'abandon de leurs territoires. Les citoyens réagissent sur les réseaux sociaux et des pétitions réclament le maintien de plusieurs centres de formation (Istres par exemple). Les salariés des centres AFPA se réunissent en assemblées générales.

Tétanisés, inquiets d'être licenciés ou « formatés », les salariés pourraient rester silencieux ou d'accepter faute d'alternative le changement imposé. Non, conscients des enjeux et de ne pas être responsables de cette situation, les salariés ont choisi de se battre pour leur travail et leur santé !

Pour SUD FPA :

« Non aux fermetures, zéro licenciement »

« Tous en assemblées générales pour organiser la mobilisation générale ! »